

Débat Attard-Brakni: militer hors des partis pour sauver la gauche

PAR LÉNAÏG BREDOUX ET CHRISTOPHE GUEUGNEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 11 AOÛT 2019



Gagner le pouvoir par les élections ou par les luttes ? Le débat est aussi vieux que le mouvement ouvrier. Mais il est particulièrement vif aujourd'hui que les partis de gauche sont désertés par les électeurs. Marches pour le climat, gilets jaunes, militants des quartiers populaires : et si l'avenir de la gauche était là ? Échange entre l'ancienne députée EELV Isabelle Attard et Youcef Brakni, du comité Adama.

Lors des manifestations des gilets jaunes, de certaines marches climat et, finalement, de l'appel à défiler à Beaumont-sur-Oise le 20 juillet en hommage à Adama Traoré, mort entre les mains des gendarmes il y a trois ans, des convergences inédites ont eu lieu. Entre militants écolos et activistes des quartiers populaires, avec des gilets jaunes et des syndicalistes prônant le combat local... Loin, bien loin parfois, des organisations politiques classiques, délaissées par une frange grandissante de celles et ceux qui se reconnaissent encore dans la gauche.

Nous avons demandé à Isabelle Attard, députée de 2012 à 2017, encartée à Europe Écologie-Les Verts, puis à Nouvelle Donne, puis nulle part, et à Youcef Brakni, figure connue des quartiers populaires et un des piliers du comité Adama, ce qu'ils pensaient de la gauche, comment ils concevaient leurs combats, et si, finalement, la conquête du pouvoir et le vote étaient encore importants à leurs yeux.

Depuis les européennes, on assiste à une multitude d'initiatives appelant à la recomposition ou la refondation de la gauche. Vous qui n'êtes pas

membres d'un parti politique, ou qui ne l'êtes plus, mais qui restez engagé.e.s dans la vie publique, est-ce que cela vous intéresse ? Ou bien vous sentez-vous bien loin de tout cela ?



Isabelle Attard.

Isabelle Attard : Je ne me suis pas sentie particulièrement concernée. J'ai la sensation d'être passée à autre chose et, surtout, de souhaiter autre chose. Ces débats sont à l'image de l'effondrement démocratique dans lequel on vit depuis plusieurs années. Après chaque élection, j'ai participé à des réunions pour refonder, regrouper la gauche, sous le slogan « restons ensemble » ou « restons soudés » ! Je n'ai pas arrêté de faire cela !

Aujourd'hui, j'aimerais mieux qu'on se concentre sur les valeurs de la gauche, et sur la façon dont notre pays peut concrètement redevenir solidaire. « Liberté, égalité, sororité » est un slogan fabuleux qu'on a vidé entièrement de sa substance. Comment le reconstruire ? Cela me paraît plus intéressant que l'avenir des partis de gauche.

Youcef Brakni : Moi, j'observe de très près ce qui se passe. Quand on est un groupe minoritaire, quand on vit dans les quartiers populaires, quand on mène un combat contre les violences policières, on doit regarder ce qui se passe à gauche. La gauche, c'est très important.

Par gauche, j'entends tout ce qui n'est pas le PS. Nous avons une véritable stratégie politique vis-à-vis de cette gauche. Par exemple, je vais participer à l'université des Verts, je suis déjà allé à celle de La France insoumise. On essaie, avec un discours frontal, de les choquer. De les réveiller.

En général, les réactions ne sont pas du tout à la hauteur. Pour les violences policières, sur la question de l'impérialisme français dans le Sahel, l'islamophobie, les quartiers populaires, soit la gauche n'est pas à la hauteur, soit elle participe à envenimer le débat et à nourrir les idées les plus réactionnaires.

Pourquoi, si la gauche n'est pas « à la hauteur », comme vous le dites, est-elle encore une référence importante pour vous ?

Youcef Brakni : Parce que la gauche a une histoire en France. Elle n'a pas toujours été comme ça. Elle a su être à la hauteur. En tout cas certains individus. Je pense à Maurice Audin, Germaine Tillion, Fernand Iveton, René Vautier. La gauche a aussi une histoire dans le mouvement ouvrier. 1936, ce n'est pas rien.

Dans le combat anticolonial, il y avait aussi des leaders de gauche : la conférence de Bandung, c'était le socialisme, qui voulait être indépendant de l'URSS. L'idée était de construire un projet postcolonial égalitaire. C'est ça, la gauche. C'est l'égalité, le partage des richesses, le féminisme, contre le racisme. Ce sont ces luttes-là.

Je me réclame donc de cette histoire, de la gauche. J'ai participé récemment à **un débat avec Édouard Louis** et notre slogan était « C'est nous, la gauche ».

Vous avez tous les deux parlé des valeurs de la gauche. Isabelle Attard, vous avez été membre d'EELV, vous ne l'êtes plus. Vous revendiquez-vous toujours de gauche ?

Isabelle Attard : Ah mais entièrement ! Je me battrais toujours pour ces valeurs-là. Maintenant, la question est de savoir quel véhicule est efficace. J'ai

fait un énorme travail de déconstruction politique et intellectuelle. Je suis revenue aux sources, et finalement à l'anarchie.



Les figures qui m'inspirent aujourd'hui sont des personnes comme Louise Michel ou **Errico Malatesta**. Ou des féministes incroyables comme **Voltairine de Cleyre** ou **Emma Goldman**, qui étaient au cœur des luttes et des grèves générales.

En France, aujourd'hui, on a presque oublié ce qu'est une grève générale. Faire grève une journée par semaine ne bloque pas le pays. Il faut revenir à l'action directe. Je ne parle pas de poseurs de bombes. Il y a 100 ans, l'action directe, c'était se rebeller contre son employeur, ralentir les cadences, etc.

Il faut retravailler sur les luttes passées, sur 1936, ou sur l'organisation formidable des **collectivités d'Aragon** en Espagne [de 1936 à 1939 – nldr], qui ont concerné des centaines de milliers de personnes. Il faut retrouver des mouvements d'éducation populaire politique. Je pense aussi au Rojava et à son municipalisme libertaire.

Ce sont ces exemples qui me redonnent de l'espoir. Il faut rebâtir de la base, d'un village, d'un quartier, d'une rue. Pour redonner du sens à une société. Et une société dans laquelle toutes les minorités sont entendues et respectées.

Mais quand vous entendez Youcef Brakni expliquer combien il lui semble important de pouvoir interpellier la gauche... Pourquoi ne pas vouloir être ce relais ?

Isabelle Attard : J'ai totalement renoncé à cela. J'ai essayé. Je me suis battue à l'intérieur d'un parti, à l'Assemblée. Mais quand on te donne l'impression d'avoir permis des petites avancées – c'est la théorie des petits pas –, elles sont fracassées six mois plus tard par une autre loi, un décret ou un autre vote. Cela ne sert à rien, à part à se donner bonne conscience. Moi, je n'y crois plus.

Et vous, Youcef Brakni, votre stratégie d'interpellation de la gauche n'est-elle pas une façon de légitimer des partis de gauche qui sont en perte de vitesse ?

Youcef Brakni : Moi, je parle de cas de vie ou de mort. J'entends bien ce qui est dit par Isabelle Attard. Je sais bien qu'il ne faut pas trop en attendre. Mais nous, nous vivons dans une urgence directe : aujourd'hui, un citoyen français noir [Adama Traoré] a été tué à cause de sa couleur de peau. La famille Traoré ne peut pas attendre que la révolution arrive. Les quartiers populaires ne peuvent pas attendre. Même le slogan « fin du mois, fin du monde » ne nous correspond pas : on n'y arrive pas toujours, à la fin du mois, dans les quartiers ! Il y a des gens qui meurent avant.

En sortant de Mediapart, je peux mourir. C'est concret, ce sont des chiffres du défenseur des droits. Les morts sont souvent liées à des contrôles au faciès. Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'interpeller tout de suite les partis existants. Et je ne parle pas seulement des député.e.s, ou des dirigeant.e.s des partis. Les militants tiennent parfois des propos catastrophiques.

En quoi sont-ils « catastrophiques » ?

Youcef Brakni : À Bagnolet [en Seine-Saint-Denis – nldr], où j'habite, certains militants locaux de La France insoumise ou du PCF tiennent les mêmes propos que l'extrême droite ! On sent une hostilité incroyable à notre discours, à nos actions. Quand j'ouvre la bouche, j'ai aussitôt droit à un procès en communautarisme.

Parce qu'on est face à des barons locaux, à des notables, qui n'ont pas du tout intérêt à voir de nouveaux mouvements émerger. Ils veulent garder des mairies, et des positions de pouvoir.



Youcef Brakni.

Alors quand tu viens avec ton discours sur le racisme, l'égalité ou le partage, ils n'en veulent pas. Même si c'est en totale contradiction avec ce que disent les leaders nationaux. Quand j'entends des appels à « radicaliser la démocratie » ou à « fédérer le peuple », moi je rigole ! Je sais d'emblée que je n'en fais pas partie de ce peuple. Ils parlent du peuple blanc.

Et puis, il ne faut pas oublier que certains discours à gauche ont ouvert la voie à l'extrême droite. Sur la laïcité par exemple. À la base, la laïcité est une valeur de gauche. L'extrême droite y est historiquement opposée. Mais en 2004, l'affaire du voile à Aubervilliers a été portée par deux profs, un de Lutte ouvrière, l'autre de la LCR [la ligne communiste révolutionnaire, ancêtre du NPA – nldr].

C'est comme sur l'immigration qui ferait pression sur les salaires... On sait que c'est faux. Des gens meurent en Méditerranée et on entend encore ces discours à gauche ! Ou quand une marée populaire est organisée en 2018, contre Macron, on est obligé de négocier pour qu'il y ait une petite phrase sur les violences policières... C'était avant les gilets jaunes. Personne ne voulait en parler.

Voilà pourquoi on a fini par braquer le cortège de tête [le 26 mai 2018 lors de la « marée populaire » contre Macron – nldr]. Mais voilà aussi pourquoi on construit des alliances. Avec des soignants, des cheminots, des étudiants, qui eux non plus ne se sentent pas toujours représentés par la gauche.

Depuis plusieurs mois, on assiste à un renouveau de manifestations sur l'écologie, sur le climat ou la biodiversité. Cette mobilisation vous semble-t-elle porteuse d'espoir ?

Youcef Brakni : Bien sûr ! Les habitants des quartiers populaires sont les premiers concernés. Il faut qu'ils le comprennent. Et qu'ils s'en emparent.

En octobre à Paris, le 13, les organisateurs de la marche climat n'avaient pas voulu que l'on joigne nos cortèges. Pourtant, eux aussi avaient été visés par les mesures de l'état d'urgence, les interdictions de manifester, et les perquisitions. Mais quelques mois plus tard, lors d'une nouvelle marche, le 16 mars 2019, on en a pris la tête. Assa Traoré et Ramata Dieng ont pu prendre la parole sur la grande scène. C'était totalement inédit ! Cela montre que le travail politique paie.

On s'est aussi battu sur la question des repas végétariens dans les cantines, les ascenseurs, les constructions dans les quartiers populaires, les matériaux polluants, les autoroutes qui traversent la Seine-Saint-Denis et nous surexposent à la pollution...

Et **samedi 20 juillet**, beaucoup de collectifs écologistes ont appelé à venir à la marche Adama à Beaumont. On a aussi mené une alliance avec les écologistes plus radicaux, de la ZAD de Notre-de-Landes, et surtout de Bure, dont on est très proches. Nous avons créé ensemble un espace qui s'appelle « ripostons à l'autoritarisme ».



Le comité Adama, en tête de cortège, le 26 mai 2018. © MD

Isabelle Attard : L'anti-autoritarisme, c'est aussi mon modèle. J'aspire à construire une société où chacun.e prend sa place, sans avoir à obéir à un leader suprême, de droite ou de gauche. Mais là encore, je reviens à la plus petite unité pour que les gens prennent des

décisions pour eux-mêmes. Personne ne nous donnera la possibilité d'agir comme on l'entend – il faut s'en emparer.

C'est pour cela que je n'attends rien, ni du politique en général, ni des partis de gauche en particulier. Et quand je vois les marches pour le climat, je suis bien sûr contente de constater une prise de conscience – même si je ne peux pas m'empêcher de penser qu'elle a tardé à venir, comme sur les violences policières ou l'état d'urgence.

Par ailleurs, je m'interroge sur la finalité de ces marches. La marche est une action symbolique. On est encore dans la prise de conscience. Le passage à l'acte est encore à organiser. Car les marches ne suffiront pas. Les quinze dernières années l'ont bien montré. Même des pétitions, ou des manifestations à 500 000 personnes contre la loi sur le travail n'ont rien fait du tout. Il ne faut pas être dupes, ou trop bisounours.

Et si je suis heureuse de voir les jeunes se bouger, ils me semblent bien blancs et bien propres sur eux. Tout le monde n'est pas représenté. Il y a donc encore tout un lien social à recréer. Et c'est sur nous-mêmes qu'il faut compter. Les partis de gauche ne nous y aideront pas. Je comprends bien l'urgence, mais je ne crois pas qu'il y ait d'autre solution.

Vous parlez d'échelle locale, vous venez d'évoquer les ronds-points, et le mouvement des gilets jaunes, un mouvement totalement hors des syndicats, des partis, des lieux de revendication habituels. Est-ce que vous avez été surpris par ce mouvement, par cette capacité des gens à se mobiliser en dehors des cadres traditionnels ?

Youcef Brakni : Les lieux où les gens formaient une communauté – les usines – ont disparu avec le grand mouvement du capitalisme mondial. On le voit très bien lorsqu'on se promène dans ce qu'on appelle la France profonde : il n'y a plus de vie. Les gilets jaunes représentent un sursaut. Moi, j'y ai tout de suite vu de l'espoir.

De même que je vois de l'espoir dans les révoltes des quartiers populaires, comme à Beaumont-sur-Oise dans la nuit du 19 au 20 juillet 2016.

On a présenté les gilets jaunes comme un mouvement poujadiste, de droite, réactionnaire. Bien sûr, je ne nie pas les dérapages, islamophobes, racistes, contre les migrants. Mais comment cela aurait-il pu être autrement avec le triomphe idéologique de l'extrême droite ? Quand je vois déjà le comportement des bobos de Bagnolet, comment les classes populaires auraient-elles pu échapper à cela ? Impossible.

Moi je veux profiter de ces moments-là pour faire un travail politique. C'est cela que je dis à la gauche : « Faites le taf, arrêtez d'être dans vos postures larmoyantes, moralisatrices à la télé, bougez-vous ! »



Les marches pour le climat, c'est la même chose : c'est individuel, bourgeois, c'est évident que ça n'a aucune chance en soi de changer quoi que ce soit à la situation climatique, mais il faut aller dans ces mouvements pour amener une ligne politique. Par exemple en posant la question de l'impérialisme, en expliquant que les pays du Nord ne sont pas les plus touchés. Je viens d'une région de Kabylie où tout est sec... À chaque fois que j'y vais, je suis affolé.

Le comité Adama a donc pris ses responsabilités. Lorsqu'on est allé au premier acte des gilets jaunes, on a bien vu qu'il y avait de l'extrême droite, des monarchistes, mais on y a été. Les gens disent que ça n'a pas fonctionné contre Macron mais, à la limite, c'était secondaire. L'important, c'était d'abord d'apprendre à se connaître.

Je ne crois plus aux grandes idéologies qui donnent un mode d'emploi, mais à la lutte locale, à ce qui fait qu'on se retrouve pour réfléchir ensemble à la société que nous voulons demain. Et l'acte 36 des gilets jaunes s'est fait à Beaumont-sur-Oise : ça c'est concret.

Isabelle Attard, vous disiez récemment : « Je ne crois pas que ça serve à quelque chose de manifester. Je crois en la grève générale. C'est-à-dire un blocage. Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. [...] Je pense que les mouvements non violents ont leur importance, mais ils n'auraient pas eu l'ampleur qu'ils ont eue s'il n'y avait pas eu des groupuscules ou des activistes qui s'étaient bougés. Je ne pense pas que Martin Luther King aurait eu le même impact s'il n'y avait pas eu Malcom X. » Quel rapport avez-vous à la violence politique ?

Isabelle Attard : Je crois au rapport de forces. Chaque avancée sociale est gagnée par un rapport de forces. Je pense à la grève générale, et à toute la solidarité qui s'organise derrière – comment on fait une caisse de grève, comment on s'occupe des familles qui n'y arrivent plus, comment on fait la soupe ensemble. Tout cela, je ne le vois plus.

Mais c'est difficile de dire que je serais capable de faire tel ou tel acte violent. Simplement, je dis aussi que si on me tape, je ne tends pas l'autre joue.

Alors comment on résiste ? Par la non-violence mais par une certaine forme de violence sans doute nécessaire. Cela ne veut pas dire que je veux casser des vitrines. Mais par exemple, quand le Danemark a été envahi par l'Allemagne, il y a eu les « Dix commandements d'un Danois » : ce n'était pas forcément désobéir, mais arrêter de servir, arrêter d'obéir. Ce sont des actes de désobéissance civile qui peuvent gripper le système.

Youcef Brakni, cette question des violences policières a surgi dans le débat public à l'occasion du mouvement des gilets jaunes mais est connue depuis des dizaines d'années dans les quartiers populaires...



Youcef Brakni : Quand on a vu la situation insurrectionnelle de l'acte 3 [*des gilets jaunes, à l'automne 2018 – ndlr*], on a pensé tout de suite que la répression serait terrible. Ça n'a pas loupé. Donc on s'est dit que notre présence serait importante.

Quand je donne aujourd'hui des interviews, je reçois plein de messages des gilets jaunes qui me disent « excusez-nous, on ne savait pas », et que s'ils avaient su avant, ils auraient été là, en 2005 [*au moment des émeutes après la mort de Zyed et Bouna – ndlr*].

Nous, nous disons : « Vous n'avez pas été là en 2005 mais nous, nous sommes là aujourd'hui. » Nous, nous pensons qu'il y a un responsable, le système, et qu'il faut une réponse politique. Je note au passage que si l'on prend un gilet jaune, n'importe lequel, qui a commencé le 23 novembre, et qu'on le prend aujourd'hui, c'est devenu un gauchiste.

Que ce soit sur le climat, ou les gilets jaunes, ces mobilisations ont ravivé le débat ancien sur l'importance des élections et/ou des luttes sociales. Avez-vous abandonné l'objectif de conquête du pouvoir ?

Isabelle Attard : Je ne suis plus du tout là dedans. Cela ne veut pas dire abandonner la lutte. Mais l'émancipation de chacun.e ne veut pas dire prendre le pouvoir. Prendre le pouvoir sur qui, sur quoi, d'ailleurs ? C'est à chaque fois une question de domination d'hommes sur d'autres hommes, des femmes, sur la nature, sur les autres espèces. Il faut casser cette notion, être un peu plus humble, se replacer dans un écosystème, comme une espèce parmi d'autres vivant sur Terre. C'est vraiment déplacer le focus, arrêter d'être dans un monde anthropocentré et se dire que le pouvoir ne résoudra rien.

Admettons qu'un parti de gauche unifié conquière le pouvoir, il referait les mêmes erreurs. « *Le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument, les grands hommes sont presque toujours des hommes mauvais* », disait John Emerich Edward Dalberg-Acton.

Gagner le pouvoir, c'est s'exposer à ne pas le partager. Et si l'on ne le partage pas, il y aura à nouveau des puissants et des dominés. C'est une autre société que je veux, je sais que c'est possible car cela s'est déjà produit, et que cela se produit encore...

Youcef Brakni : Parlons franchement : l'hypothèse aujourd'hui, c'est celle de La France insoumise prenant le pouvoir – car c'est le parti qui en a été le plus proche lors de la dernière présidentielle. Aurait-elle reproduit les mêmes erreurs ? Je suis convaincu que oui. Et il n'y a rien de pire que la gauche détruisant l'espoir.

Après, tout dépend ce que recouvre prendre le pouvoir. Je considère qu'avec le comité Adama, nous avons réussi à reprendre du pouvoir, du pouvoir sur nos vies, vis-à-vis de la police, par rapport aux politiques. Aujourd'hui, tout le monde parle des violences policières. C'est déjà beaucoup lorsqu'on sort de 40 ans d'invisibilisation et qu'on meurt dans l'impunité générale !

Je crois beaucoup à la prise de pouvoir local. À l'échelle municipale par exemple. Avec une ville, tu peux transformer beaucoup de choses. On l'a vu à **Saillans** où il y a une vraie démocratie participative – même si je n'aime pas trop ce terme.



Les sénatrices américaines Ayanna Pressley, Ilhan Omar, Rashida Tlaib et Alexandria Ocasio-Cortez, le 15 juillet 2019 à Washington. © Reuters

Je suis beaucoup aussi en ce moment ce qui se passe aux États-Unis avec Ilhan Omar, Rashida Tlaib, Alexandria Ocasio-Cortez et Ayanna Pressley. Je suis très fan de leur ligne politique, de la façon dont elles parlent. Et pourtant, elles sont dans le parti démocrate. Ce n'est certes pas le même système qu'en France mais elles arrivent à secouer la politique et, pour le moment, elles tiennent leur ligne. Leur présence permet de mettre au jour le racisme de Trump, et c'est bien.

C'est une réflexion que nous avons : est-ce qu'il faudrait qu'on essaye d'avoir des élu.e.s à l'Assemblée ? Même si la France est plus fermée et moins démocratique que les États-Unis de ce point de vue. Il s'agirait d'avoir des représentant.e.s, non encarté.e.s, qui mèneraient une guérilla politique à l'Assemblée. Voyez par exemple ce qu'a fait François Ruffin.

Isabelle Attard, ce groupe de jeunes femmes au sein du parti démocrate vous parle ? Et est-ce que le fait d'être une femme a participé à ce que vous vous sentiez exclue, rejetée par le système ?

Isabelle Attard : J'ai clairement compris que je faisais partie d'un système qui ne voulait pas de moi. On te le fait comprendre régulièrement.

Ensuite il y a toujours deux objectifs : avoir des femmes, non blanches, qui se bougent, qui redonnent de l'espoir, c'est important. De même que je considérais que ce n'était pas inutile, il y a quelques années, d'avoir un groupe rouge-rose-vert à l'Assemblée qui se batte, notamment pour donner de l'espoir à l'extérieur.

Mais si l'on regarde le résultat : il n'y en a pas eu, à proprement parler. Nous étions toujours en extrême minorité. Donc on peut se dire qu'on redonnait de l'espoir... Mais même là-dessus j'ai un doute aujourd'hui. De quoi parle-t-on ? Redonner de l'espoir pour quoi, dans quoi ? Dans un système législatif qui écrase les minorités ?

Sur ces quatre élues américaines, je trouve ça vraiment bien en tant que minorité en politique tout en étant réaliste sur l'impact que cela pourra avoir sur des lois ou le fonctionnement d'un parti.

Dans les manifestations écolos et dans celles des gilets jaunes, on a pu entendre le slogan « ah ah, anti anti anticapitaliste ». N'est-ce pas la nouvelle ligne de partage politique, les anticapitalistes et les libéraux ?

Youcef Brakni : On ne peut pas vouloir une transformation radicale de la société sans mettre fin au capitalisme. Encore une fois, il faut revenir au passé : le capitalisme est né sur le corps des hommes

et femmes noir.e.s, il est né en même temps que l'esclavage, en même temps que la question coloniale. D'un point de vue anticolonial, antiraciste, il est improbable de ne pas se dire anticapitaliste.

Et encore une fois, ce n'est pas la peine d'avoir fait Sciences-Po : c'est simple de comprendre que ce système est inégalitaire fondamentalement, par nature.

Isabelle Attard : Je suis d'accord. J'ajoute que le capitalisme est né en Angleterre au moment des *enclosures*, quand les communs ont été privatisés au XVII^e siècle. Cela a été le début de la fin.

Donc oui, aujourd'hui, l'anticapitalisme est la ligne de frontière entre deux mondes, entre deux façons de concevoir la société. Il ne peut pas y avoir de capitalisme humanisé, verdi, etc. L'aménagement à la marge ne nous sauvera pas, cela ne nous sauvera ni du dérèglement climatique ni d'une guerre civile.

On est à un moment d'effondrement, pas seulement démocratique, mais un effondrement qui est en cours depuis des décennies. Moi, je crois encore dans l'avenir de l'espèce humaine et le combat est là aujourd'hui : limiter la catastrophe, faire en sorte que l'on ait des communes résilientes.

Et si nous sommes des radicaux avec la volonté de mettre fin au capitalisme, ce n'est pas par envie de grand soir ou pour se faire plaisir, c'est par humanité. Pour sauver le plus grand nombre.

Est-ce que vous allez voter aux municipales ? Et à la prochaine présidentielle ?

Isabelle Attard : Je verrai...

Youcef Brakni : Pour les municipales, oui, je pense, car nous avons un projet. À la présidentielle, je ne pense pas, je ne sais pas. Il faudrait vraiment un truc de fou.

Boite noire

L'entretien a eu lieu le 19 juillet dans les locaux de Mediapart.

Il est le dernier d'une série de quatre discussions organisées pour contribuer à éclairer les débats qui agitent la gauche, ou plutôt les gauches depuis plusieurs années, et singulièrement depuis les européennes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.